

Pour le Haut conseil pour le climat, le gouvernement « n'est pas à la hauteur » de la lutte contre le réchauffement

[nouvelobs.com/planete/20200707.OBS31009/lutte-contre-le-rechauffement-le-haut-conseil-pour-le-climat-egratigne-le-gouvernement.html](https://www.nouvelobs.com/planete/20200707.OBS31009/lutte-contre-le-rechauffement-le-haut-conseil-pour-le-climat-egratigne-le-gouvernement.html)

C'est un document qui donne de sérieux arguments à ceux qui martèlent qu'Emmanuel Macron et son gouvernement n'en font pas assez sur le plan écologique. Le très sérieux Haut conseil pour le climat (HCC), cette instance indépendante chargée d'évaluer la stratégie française pour lutter contre le réchauffement climatique, se montre cette année encore particulièrement critique dans son rapport annuel, rendu public ce mercredi 8 août, et intitulé « Redresser le cap, relancer la transition ».

Après avoir qualifié « *d'insuffisantes* » les actions engagées par la France contre le réchauffement climatique l'an passé, le HCC, présidée par la climatologue Corinne Le Quéré, ne semble pas beaucoup plus emballé cette année. « *Les actions climatiques de la France ne sont pas à la hauteur des enjeux ni des objectifs qu'elle s'est donnés* », fustige ce groupe de treize experts, qui compte en son sein des spécialistes reconnus, tels Jean-Marc Jancovici, Valérie Masson-Delmotte, Laurence Tubiana ou encore Alain Grandjean.

"« *Le Haut conseil pour le climat constate des progrès dans la gouvernance, un accroissement des annonces, mais pas d'avancée structurelle quant au rythme de baisse des émissions.* »"

« Il nous a utilisés pour verdir son image » : on débriefe le retour de Macron sur la convention climat

Une baisse des émissions de CO₂ bien trop lente

C'est le premier constat fait par ce Haut conseil pour le climat : la réduction des émissions de gaz à effet de serre continue d'être « *trop lente et insuffisante* » dans notre pays. En 2019, celles-ci n'ont reculé que de 0,9 %, soit une baisse similaire à la moyenne des années précédentes et encore très loin des -3 % attendus à partir de 2025. Autrement dit, la France n'est toujours pas sur la trajectoire qu'elle s'est donnée pour atteindre la neutralité carbone. Pire, elle s'en éloigne, selon le HCC, qui souligne qu'aucune transformation structurelle n'a été engagée dans les quatre secteurs les plus émetteurs de CO₂, à savoir le transport, l'agriculture, le bâtiment et l'industrie.

L'année 2020, marqué par la crise sanitaire, peut-elle être un tournant ? Les experts en doutent sérieusement. Si la crise du Covid marque bien une rupture brutale, avec une baisse historique des émissions de CO₂ de l'ordre d'environ 13 % par rapport à cette même période l'année précédente, son impact ne sera probablement que temporaire.

La chute des émissions de CO₂ est historique... mais insuffisante pour limiter le réchauffement

Certes, sur l'ensemble de l'année 2020, les émissions françaises devraient diminuer très sensiblement, d'environ 9 % par rapport à 2019, en grande partie du fait de l'effondrement des déplacements. Mais cette chute inédite a toutes les chances de ne pas persister, préviennent-ils. « *Un rebond trop fort pourrait compenser une part plus ou moins importante de cette réduction, voir l'annuler et la dépasser* ». Et « *la baisse temporaire des émissions lors du confinement est marginale par rapport aux efforts à accomplir* ».

Bannir tout soutien aux secteurs carbonés

Faut-il vraiment craindre un « *effet rebond* » dans les prochains mois ? Beaucoup dépendra de la teneur du plan de relance, actuellement en préparation. Prendra-t-il en compte le climat ? Le HCC met en tout cas en garde le gouvernement : « *La définition d'un plan de reprise compatible avec les objectifs de transition bas-carbone que le gouvernement s'est donné est un enjeu essentiel des mois à venir et sera la mesure réelle de l'attention portée au climat* ».

"« L'enjeu n'est pas d'intégrer le climat au cadre du plan de reprise, mais d'insérer le plan de reprise dans les limites du climat. »"

Pour ses membres, ce plan est d'autant plus important qu'il aura un effet structurant sur les émissions des prochaines années. « *Si une seule recommandation devait être conservée de ce rapport* », écrivent les experts, « *elle serait de bannir tout soutien aux secteurs carbonés du plan de reprise et de l'orienter le plus possible sur des mesures efficaces pour la baisse des émissions de gaz à effets de serre.* »

Les enjeux climatiques doivent être au cœur de la relance, avertit le Haut Conseil pour le Climat

Le gouvernement les entendra-t-il ? Le HCC ne cache pas son inquiétude, au regard des premières mesures prises par l'exécutif en réponse à la crise du COVID-19. Alors que les premières aides publiques ont été principalement tournées vers l'automobile et l'aviation, deux secteurs très émetteurs, le Haut conseil pour le climat s'étonne qu'elles aient été accompagnées de dispositions aussi peu contraignantes. S'agissant de l'automobile, il aurait été souhaitable d'introduire par exemple un critère de poids des véhicules dans les conditions d'éligibilité aux aides à la demande instituées pour relancer les ventes.

Une transition compatible avec l'emploi

Alors que les aides massives à l'automobile et à l'aviation sont justifiées par le risque d'une destruction de l'emploi dans ces secteurs, le Haut conseil pour le climat rappelle dans son rapport que transition écologique ne rime pas nécessairement avec casse sociale. Ses membres assurent qu'une réorientation des investissements vers des secteurs moins néfastes pour le climat est compatible avec de réelles préoccupations sociales. Autrement dit, il est possible de concilier l'exigence de court terme de l'emploi, et l'urgence de long terme du climat.

Comment ? En misant sur la rénovation énergétique des bâtiments, en investissant dans les transports publics et les infrastructures de mobilité douce, en déployant des énergies renouvelables... Le Haut conseil climat a ainsi identifié plusieurs mesures de sortie de crise compatibles avec les objectifs climat. Sa conviction :

"« La rénovation énergétique des bâtiments, la décarbonation des transports, et l'évolution du système alimentaire sont les mieux à même de réorienter les investissements vers une économie décarbonée, et de répondre aux attentes économiques et sociales, tout en apportant des bénéfices en matière de qualité de l'air et de santé publique. »"

Supprimer les vols courts, les jets privés et réduire les « miles » : voici comment on peut assainir l'aérien

Mais pour l'heure, ces secteurs ne sont pas au centre des attentions du gouvernement. « *La rénovation des bâtiments ne fait l'objet que d'un soutien d'1 milliard d'euros sur 2020 et 2021* », rappelle le HCC. Un montant sans commune mesure avec le soutien de 15 milliards d'euros apporté au secteur aéronautique. Quant au transport ferroviaire, pourtant « *porteur de fortes réductions d'émissions* », il n'a pas non plus été érigé en secteur de première importance.

Le changement climatique continue de s'aggraver

Alors que l'action du gouvernement patine sérieusement, le Haut conseil pour le climat salue le récent travail mené par la Convention citoyenne pour le climat, qu'il espère voir être valorisé.

Les propositions chocs de la convention citoyenne pour le climat

Le rapport est d'ailleurs ponctué d'un rappel : le changement climatique continue de s'aggraver, et rend la mise en place de mesures fortes plus urgente que jamais. « *À l'échelle planétaire, les années 2015-2019 ont été les cinq plus chaudes jamais enregistrées. L'année 2019 a été la plus chaude pour la température de surface en Europe, et a été marquée par deux vagues de chaleur et une sécheresse exceptionnelles en France* ». Et « *le premier semestre 2020 est le plus chaud jamais enregistré en France* ».

"« Il est donc temps de redresser le cap et de relancer la transition. »"